

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/KOR/10

10 avril 1997

(97-1507)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions de la COMMUNAUTE EUROPEENNE concernant la notification de mise à jour de la COREE¹

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 mars 1997.

La Communauté se réfère à la notification de mise à jour présentée par la Corée conformément à l'article 25.2 de l'Accord de l'OMC sur les subventions (document G/SCM/N/16/KOR), datée du 22 novembre 1996.

A. Subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés

La Communauté croit savoir que la Corée continue à accorder un certain nombre d'avantages fiscaux à des entreprises et que, dans bien des cas, des déductions plus importantes sont offertes si ces entreprises achètent des produits fabriqués dans le pays de préférence à des produits importés (Crédits d'impôt pour les investissements en équipements). Une telle discrimination favorisant les produits nationaux par rapport aux produits importés implique que ces subventions sont prohibées en vertu de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions.

La Corée a notifié plusieurs programmes de ce genre, mais la Communauté croit savoir que la Corée accorde des:

Avantages fiscaux pour l'investissement dans les équipements de recherche-développement

Si une entreprise nationale investit des capitaux dans des équipements de recherche-développement, elle a le droit de déduire de son impôt sur le revenu des sociétés 5 pour cent des sommes investies si elle a utilisé des produits importés ou 10 pour cent si les produits sont fabriqués en Corée.

En outre, les entreprises peuvent comptabiliser comme pertes un certain pourcentage de la valeur des biens achetés, au moment du calcul de leur revenu imposable. Lorsque les biens sont produits

¹G/SCM/N/3/KOR + Rev.1-G/SCM/N/16/KOR.

en Corée, les sommes déductibles sont de 20 pour cent plus élevées que si les biens en question sont importés.

La Corée est priée de notifier le programme susmentionné et de donner des précisions sur toutes les autres subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, qui n'ont pas été incluses dans sa notification initiale concernant les subventions, en utilisant le modèle de présentation type des notifications. Etant donné que de telles subventions sont prohibées en vertu de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et qu'elles n'ont pas été notifiées conformément à l'article 28.1, la Corée est priée d'expliquer pourquoi elles sont toujours appliquées et d'indiquer les dispositions prises pour les éliminer progressivement.

La Corée est également priée de notifier toutes les subventions visant à encourager l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés qui sont accordées à des entreprises particulières. Si de telles subventions sont accordées sur la base de demandes émanant d'entreprises et spécifiant qu'elles souhaitent obtenir la subvention pour favoriser l'utilisation de produits nationaux dans l'industrie coréenne, elles devraient relever de l'article 3.1 b), même si les programmes en question ne précisent pas explicitement que l'octroi d'une subvention est subordonné à cette condition.

B. Subventions spécifiques à certains secteurs

La Communauté croit savoir que certains avantages fiscaux accordés en Corée permettent aux entreprises de certains secteurs de bénéficier de déductions plus importantes. De telles subventions conférant un avantage à certains secteurs sont donc spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord sur les subventions. La Corée est priée de les notifier au titre de l'article 25 en utilisant le modèle de présentation et, en particulier, de donner une définition des secteurs mentionnés ci-après. Ces avantages sont notamment les suivants:

1. Réserves pour le développement technologique

Si une entreprise nationale a constitué des réserves pour des dépenses destinées au développement technologique, 3 pour cent de ces réserves peuvent être comptabilisées comme pertes au moment du calcul de son revenu imposable. Cette proportion s'élève à 4 pour cent dans le cas d'industries à forte composante technologique et à 5 pour cent pour certaines industries de biens d'équipement remplissant les conditions requises.

2. Crédits d'impôt pour le développement technologique et le perfectionnement de la main-d'oeuvre

Dans le cadre de ce programme, les crédits d'impôt inutilisés peuvent être reportés sur cinq ans; dans le cas de certaines industries de biens d'équipement remplissant les conditions requises, ce report est de sept ans.

C. Teneur de la notification de mise à jour

La notification de mise à jour présentée par la Corée ne contient aucun renseignement. La notification initiale de la Corée donnait des renseignements sur le montant des subventions jusqu'en 1994. Pourquoi cette notification n'a-t-elle pas été mise à jour afin d'inclure des données se rapportant à 1995?

La Communauté invite la Corée à mettre sa notification à jour selon le modèle de présentation type et conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Accord sur les subventions.